

6. Οίμηρα  
 Αποτίμηση της ευρωπαϊκής  
 πολιτικής για τον 2015  
 ΗΡΩΔΙΟ ΜΑΡΙΔΕ

# Que reste-t-il du socialisme ?

par Monique Canto-Sperber

**J**USQU'au premier tour de l'élection présidentielle, le qualificatif « socialiste » a servi d'argument de campagne. Jacques Chirac a dénoncé la culture « socialiste ». La gauche a proposé un projet « non socialiste », puis Lionel Jospin a revendiqué son héritage « socialiste ». A présent que le Parti socialiste fait campagne pour les législatives, en défendant un programme qui se veut plus ancré à gauche, on peut se demander quel sens a gardé le terme « socialiste ».

Le socialisme est né en même temps que l'industrialisation, dans des circonstances économiques et sociales particulières. Il a servi les luttes de la classe ouvrière. Peut-il survivre aux modifications économiques et sociologiques radicales qu'a connues depuis la société française ? La question est d'autant plus aiguë que, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une interprétation d'inspiration marxiste s'est imposée au socialisme français ; elle a inspiré une action militante réclamant la socialisation de la propriété et l'appropriation collective des moyens de production.

Camouflée dans l'arrière-fond des programmes, cette interprétation du socialisme a persisté jusqu'au début du premier septennat de François Mitterrand. Après la

réorientation économique de 1983, elle a disparu non seulement des pratiques politiques - c'était déjà le cas en 1936 - mais aussi des discours.

Aujourd'hui que l'économie mondiale, l'intégration européenne et une compréhension plus réaliste des conditions de la croissance économique ont révélé l'absurdité d'une telle doctrine, que reste-t-il du socialisme ? Je voudrais répondre : l'essentiel. D'abord la conviction, à laquelle le socialisme doit son nom, que la description de la condition des hommes ainsi que l'action sur cette condition ne peuvent se faire en termes strictement individuels. La dimension collective doit être prise en compte ; elle ouvre sur une compréhension enrichie de l'individualité qui inclut les coopérations et les interactions sociales.

Ensuite, l'idée que l'action humaine volontaire peut être à l'origine d'une transformation durable de la société, qu'elle n'est condamnée d'emblée ni par les lois du devenir ni par la force des traditions et des appartenances. Et aussi que cette action peut contribuer à donner un sens concret, dans les institutions, les pratiques, les mœurs, à l'idée de liberté. Enfin, la croyance que l'émancipation se comprend conjointement comme une émancipation de la personne et une émancipation de la société.

Telles sont les idées qui définissent l'orientation socialiste, souvent enfouies sous l'orthodoxie marxiste, les politiques opportunistes, les radicalisations militantes et les alliances stratégiques du PS.

Les voix dissidentes du socialisme, de Proudhon à la deuxième gauche, les ont beaucoup mieux défendues lorsqu'elles plaidaient pour une politique explicitement réformiste, démocratique et légaliste ; lorsqu'elles refusaient la rhétorique révolutionnaire et la concu-

re, la création des richesses, la régulation du capitalisme ou le jeu entre initiative privée et investissements publics ; lorsqu'elles se fiaient à la négociation collective pour conclure les associations et les contrats, pour mettre en œuvre les solidarités concrètes qui accroissent la capacité d'agir de chacun.

Des questions se posent aujourd'hui, qui n'étaient guère concevables à l'époque de l'orthodoxie socialiste. Elles ont trait au rôle de

et de l'équité et donnent une substance à l'idée de contrat de vie collective et de bien commun ? Comment créer les conditions d'une « société de marché » qui, loin d'être un épouvantail, est au contraire une condition optimale où les personnes puissent rendre concrètes leur liberté et leur capacité d'initiative - à condition bien sûr que cette société soit régulée ?

Comment mettre en place une délibération publique, informée et critique, sur les sujets relatifs au développement des technologies, à la bioéthique et à la préservation de notre environnement, à la rarefaction de nos ressources, qui prendront bientôt une importance dramatique ? Quelles sont les conditions économiques, sociales, psychologiques, même, de l'exercice par chacun de nous de sa liberté dans un monde aussi interdépendant que le nôtre, où nous subissons les conséquences d'actions collectives et où des interactions complexes faussent parfois le sens de nos projets ?

Le socialisme a-t-il une vocation particulière à mieux répondre à ces questions que d'autres courants politiques ? Il semble en tout cas qu'il contient de réelles ressources de pensée pour les aborder. D'abord, par l'attention qu'il accorde aux conditions concrètes de l'autonomie. Comment donner à nos concitoyens le sentiment d'une maîtrise de leur destinée, sentiment fondé sur la sûreté bien sûr, mais aussi sur l'attente légitime de garanties minimales, sur l'espoir d'aides concrètes liées aux projets de chacun et sur la certitude de possibilités réelles d'exercer sa responsabilité et son initiative ? Quelles sont les réalités sociales qui peuvent y contribuer ?

Ensuite, par la compréhension que le socialisme a de l'action politique. Celle-ci est volontariste, dans le respect des droits et la recherche des consensus ; elle refuse qu'un état de choses, qu'il soit lié au développement de l'économie mondialisée ou à l'hégémonie d'une puissance, fasse loi ou nor-

me. Le socialisme a foi en l'action politique capable d'interventions appropriées, qui permettent d'établir des régulations ou de fixer des limites. Enfin, par le prix qu'il accorde à la solidarité, à la forma-

**MONIQUE CANTO-SPERBER** est philosophe, directrice de recherche au CNRS.

tion d'une idée du bien commun, de cadres collectifs de l'émancipation, dont font partie l'organisation d'une réflexion commune et le débat public.

A quelles conditions le socialisme peut-il accéder aux ressources d'analyse, d'invention et d'action qui sont les siennes ? On voudrait reprendre ici l'injonction que Bernstein, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, adressait à la social-démocratie : qu'elle ose paraître ce qu'elle est. Ce qui signifie : que le socialisme rompe explicitement avec une longue histoire d'orthodoxie doctrinale, qu'il noue ses alliances à partir d'une idée forte du socialisme au lieu de céder aux revendications des protestataires, qu'il reconnaisse la dualité d'orientations présente dès ses origines (l'une, attachée à la défense de la liberté individuelle, des initiatives locales et de l'autonomie civile, l'autre désireuse de s'en remettre à l'Etat pour promouvoir la réforme sociale et l'organisation de la vie collective, la libération de la personne étant en quelque sorte l'effet émergent de cette organisation), et qu'il tranche dans le vif de son histoire.

Une part de l'héritage socialiste, utopique, révolutionnaire, étaticiste, marxiste et blanquiste, est morte. La réflexion critique sur l'identité du socialisme peut paraître aujourd'hui une perte de temps, mais, si elle n'est pas menée, le socialisme restera coupé de ses meilleures ressources. La question de savoir ce que le socialisme apporte en propre à la compréhension et à la résolution des problèmes du monde d'aujourd'hui continuera donc de se poser.

## Si la réflexion critique sur son identité n'est pas menée, le socialisme restera coupé de ses meilleures ressources

rence d'une extrême gauche dont le folklore ne peut faire oublier qu'elle n'a derrière elle qu'un lourd passé de totalitarisme ; lorsqu'elles se montraient soucieuses de laisser aux personnes la possibilité d'exercer leur autonomie et leur responsabilité ; lorsqu'elles plaidaient pour une société civile active et consciente d'elle-même ; lorsqu'elles s'interrogeaient, de manière réaliste, sur ce que pourraient être, dans un cadre socialis-

l'ation politique, en France et en Europe, et aux équilibres futurs que celle-ci veut réaliser. Quel type de sujet politique voulons-nous que l'Europe devienne ? Quelles sont les ressources concrètes, dans les conditions de vie et l'entourage social, qui puissent donner aux personnes la possibilité de retrouver un minimum de contrôle sur leur activité et leur existence ? Comment concevoir les règles qui rendent effectifs les principes du droit

## L'Afrique suicidaire

Suite de la première page

L'insécurité et le désordre général, la criminalisation rampante d'Etats de plus en plus contrôlés par des systèmes mafieux, les lourdeurs administratives et l'absence de règles transparentes occasionnées par une corruption endémique font que les investisseurs privés ne se bousculent pas à nos portillons, loin de là. Même les donateurs publics nous considèrent désormais comme des puits sans fond et des cas d'acharnement thérapeutique.

Plus de quarante ans après la vague des indépendances de 1960, nous ne pouvons plus continuer d'imputer la responsabilité exclusive de nos malheurs au colonialisme, au néocolonialisme des grandes puissances, aux Blancs, aux hommes d'affaires étrangers, et je ne sais qui encore. Il faut que nous acceptions désormais d'assumer : nous sommes les principaux coupables.

Le basculement de nos pays dans la violence, le laxisme dans la gestion des affaires publiques, la prédation sur une vaste échelle, le refus de nous accepter entre ethnies et régions, tout cela a des causes principalement endogènes. L'admettre sera le début de la prise de conscience, et donc de la sagesse.

On me dira que c'est dédouaner trop facilement la responsabilité de l'extérieur. Mais les accusations de ce type, nous n'avons fait que les proférer depuis quarante ans, surtout nous, les intellectuels. Le problème aujourd'hui, c'est que les accusés ne prêtent plus la moindre attention à nos réquisitoires qui ont, soit dit en passant, pris un bon coup de vieux, parce que le monde dont nous parlons n'est plus le leur.

Nos Jérémades, nos gesticulations ne touchent plus personne outre-Méditerranée et outre-Atlantique. Je crains en réalité que nous ne nous trompons de planète. Depuis la fin du conflit idéologique entre

l'Est et l'Ouest, nous ne sommes plus un enjeu parce que nous ne pesons plus dans la nouvelle compétition, celle de la conquête de marchés porteurs.

Un et demi pour cent des échanges commerciaux dans le monde (dont 40 % pour le pays de Mandéla) : voilà ce que représente l'Afrique subsaharienne sur le nouvel échiquier de notre planète. Autrement dit, nous ne sommes rien, et nous n'avons pas voix au chapitre. Cela se constate aisément, pour peu que nous prêtions attention aux pré-occupations des grands décideurs, aux flux commerciaux et aux centres d'intérêt des médias.

Il y a donc pour nous, en ce début de III<sup>e</sup> millénaire, une urgence absolue : nous préoccupons de ce que nous avons à faire nous-mêmes pour tourner le dos à la logique de l'autodestruction, tenter de nous réinsérer dans l'économie mondiale, et tout essayer pour en finir avec la marginalisation.

Le premier signe attendu de nous par les rares bonnes volontés qui s'expriment encore en faveur de l'Afrique est que nous commençons enfin à pointer du doigt la racine du mal africain : nous-mêmes, autrement dit nos dirigeants, nos élites, et même nos populations dont la résignation parfois désarmante laisse le champ libre aux seigneurs de la guerre et offre une masse de manœuvre aux gouvernements tribalistes et prévaricateurs. Un début de visibilité de notre prise de conscience plaiderait en notre faveur et encouragerait ceux qui croient qu'il n'est pas raisonnable de gommer du Jeu mondial plus de 700 millions d'Africains subsahariens. Car là est l'autre facette du débat sur l'Afrique : c'est le sens qu'il convient de donner à l'afro-pessimisme radical. Sous prétexte qu'il y a des blocages entretenus par les Africains eux-mêmes et qui créent des problèmes apparemment insolubles, le point de vue qui se répand de plus en plus dans les pays développés est qu'il faut ignorer définitivement le continent noir puisqu'il se révèle congénitalement incapable de se